

## Un compromis en situation de crise est-il possible ?

Plaidoyer pour une démarche communautaire en santé est décidément difficile ! <sup>1</sup>

Marc Schoene, le 18 janvier 2021 pour les Colibris

### Avant-propos :

Ce texte est le résultat d'une certaine lassitude qui me prend, et d'une colère qui enfle à la lecture et à l'écoute de la myriade de déclarations, de propositions que des médias les plus divers distillent à jet continu, alors que notre pays est confronté à une crise sanitaire inédite.

Comment pouvons-nous les uns et les autres rester sereins, nous faire une opinion, adopter telle ou telle attitude, ou encore faire confiance aux « autorités », face au flot de messages et de décisions les plus diverses et souvent contradictoires ?

Comment penser, et pouvoir préparer l'avenir pour nos activités, nos engagements, dans le carcan imposé par les décisions inégalitaires de gestion de la crise sanitaire ? Car, si bien des activités associatives, militantes, culturelles, éducatives sont fragilisées ou réduites par la crise et ses contraintes, il n'en est pas de même d'un certain nombre d'activités économiques qui se poursuivent voire profitent de la crise, ou de l'intervention déterminée et forte des pouvoirs publics qui ne renoncent pas à renforcer les mesures sécuritaires, à fragiliser la recherche, à fermer des lits d'hospitalisation publique, à casser le système de santé au travail...

C'est donc sans grande illusion sur leur effet, mais avec une forte conviction qu'un changement de pratique politique est nécessaire, au moins en situation de crise extrême, que j'ai écrit ces quelques lignes...

### Propos

Nous sommes dans une situation sanitaire, économique et sociale exceptionnelle et dramatique ! Un virus continue en France et dans le monde à tuer, à générer de nouveaux mutants, invalider des millions d'hommes et de femmes. Il n'existe pas de traitement efficace contre ce virus à ce jour... Des vaccins sont nés, dont les bénéfiques à court terme sont efficaces sur les formes sévères de la maladie, même si leur durée d'efficacité reste à démontrer...

Dans une telle situation les mesures de prévention et la vaccination semblent les seules armes à notre disposition. L'implication de tous les Français pour utiliser ces armes disponibles est donc une priorité !

Et que se passe-t-il ? Les médias sont envahis par un nombre chaque jour plus important de spécialistes, de responsables politiques et autres plus désireux les uns que les autres de donner leurs avis forcément « experts », ou leurs propositions sur la stratégie vaccinale, le prix des vaccins, le niveau de confinement.

---

<sup>1</sup> La démarche communautaire en santé selon le Secrétariat Européen des Pratiques de Santé Communautaire :

1. Travailler avec l'ensemble de la communauté, en intégrant et mettant en valeurs les différences
2. Favoriser l'implication de tous les acteurs concernés dans une démarche de co-construction et d'empowerment individuel et collectif
3. Favoriser un contexte de partage de pouvoir et de savoir
4. Mettre en compétence tous les acteurs concernés
5. Valoriser et mutualiser les ressources de la communauté
6. Avoir une démarche de planification par une évaluation partagée, évolutive et permanente.
7. Travailler en intersectorialité
8. Avoir une approche globale et positive de la santé
9. Agir sur les déterminants de santé dans une perspective de promotion de la santé

La critique et le débat sont certes nécessaires ! Sommes-nous encore dans le sain (et utile ?) débat, ou plutôt dans une escalade des égos, des frustrations, des règlements de compte, ou des calculs politiques ?

Comment dans cette cacophonie, l'opinion publique peut-elle être en confiance, s'impliquer avec les armes disponibles contre le virus ?

Comment ne pas continuer à perdre en efficacité, avec toutes les conséquences que cela signifie, si la gestion de la crise reste pyramidale, opaque, très peu partagée ?

Est-il possible d'imaginer, voire de souhaiter que puisse s'établir un minimum de compromis qui permette d'affronter plus sereinement et collectivement la crise sanitaire ? Des précédents de compromis dans l'histoire, à des moments critiques, ont existé. Un tel compromis de circonstance serait alors pour des crises ultérieures un acquis de la crise de la Covid19...

Pour permettre que se construise éventuellement un tel compromis, dans une crise majeure comme celle que nous vivons, l'Etat devrait (les pouvoirs publics actuels le peuvent-ils ?) montrer l'exemple, ou être amené à s'y résoudre, en réintroduisant une gestion démocratique de la crise. Il s'agirait alors d'associer *effectivement et de façon permanente* la représentation nationale, les élus locaux, les partenaires sociaux, les instances légitimes de démocratie sanitaire, et à tous les niveaux, à une gestion concertée de la crise. (ce que dans des pratiques de proximité pourrait s'intituler une démarche communautaire en santé)<sup>2</sup>

Dans un Etat démocratique comme la France, et donc aussi pour cette crise Covid, le gouvernement et le président actuels, se devraient de faire connaître quels sont les acteurs et processus de concertation, pour clarifier les rôles des très nombreuses instances quotidiennement citées dans les médias. Il conviendrait aussi qu'une information transparente soit donnée sur le rôle particulier et la place croissante confiés à des cabinets conseils internationaux et le coût de leur prestation ; car il me semble légitime de penser que le service public, les agences diverses ont, ou devraient avoir dans leurs missions, les compétences internes adéquates.

Pour permettre une confiance et un compromis pour la période difficile que nous traversons, on est en droit de suggérer que le gouvernement décide (le voudra-t-il ? le pourra-t-il ?) un moratoire sur les mesures qui touchent les grands secteurs d'activités et qui sont conflictuels (réforme des retraites, réforme de la santé au travail, etc...). Naïveté ? Utopie ?

Faire la proposition d'un compromis pour la gestion de la crise sanitaire ne saurait signifier pour moi de reporter à plus tard les réflexions et les mobilisations actuelles nécessaires pour construire activement et collectivement une politique de promotion de la santé alternative... Et peut-être que certains diront à l'instar de Sophie Wannich (directrice de recherche au CNRS dans l'Humanité des 15,16,17 janvier 2021) (...) « *qu'il faut plus de défiance et plus de volonté de reprise en main du contrôle démocratique, à l'instar des gilets jaunes en 2018-2019, si l'on veut que l'Etat puisse devenir une émanation de la société et non une instance qui, s'en étant séparée, la mène avec cruauté.* »

Une crise qui pose avec force la question de la place, de la parole, du pouvoir des citoyens !

---

<sup>2</sup> (...) *une démocratie vivante stimulerait des comportements sanitaires, sociaux et écologiques plus responsables. Les pays qui ont maîtrisé la pandémie ont des systèmes politiques très divers, mais la plupart ont développé la mobilisation de groupes de citoyens à la base : ce que l'on appelle la santé communautaire* » Yves Syntomer, professeur en science politique à Paris VII, in l'Humanité des 15,16,17 janvier 2021